

Numéro 10 - 22 février 2020

In Memoriam
Audrey Kubiak



28 janvier 1968 - 17 février 2020

C'est avec une grande tristesse que l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis nous informe que sa camarade et grande amie de notre Parti, Audrey Kubiak, est décédée paisiblement dans son sommeil le 17 février, après un combat courageux et exemplaire contre le cancer.

La vie d'Audrey illustre le courage qui caractérise la combativité de la classe ouvrière américaine. Sans hésiter, elle a défié les menaces des dirigeants américains dont la lâcheté n'a pas de cesse. Elle faisait corps avec tous et encourageait chacun à affirmer ses droits. Sa modestie et son sourire étaient l'expression de sa fidélité aux principes qui, un jour, viendront sûrement à bout de l'impérialisme américain et ouvriront sûrement la voie au progrès de la société.

Le PCC(M-L) exprime ses plus sincères condoléances à l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis et le profond chagrin qu'il a ressenti en apprenant la mort d'Audrey.

L'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis écrit :

En tant qu'organisatrice de longue date de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis et distributrice régulière de *Buffalo Forum*, Audrey était bien connue dans la région métropolitaine de Buffalo et au-delà. Elle s'est gagné le respect,

l'admiration et l'amour social de centaines de membres de la communauté, notamment pour son travail courageux à la défense des droits de tous face à tant de défis. De nombreuses femmes et familles de Lackawanna se sont jointes à elle pour se défendre contre les attaques du gouvernement, notamment les descentes du FBI, les arrestations, l'espionnage par caméra des mosquées et des terrains de soccer et le dénigrement de tous ceux qui leur tiennent tête comme étant des terroristes. Leur tenir tête, c'est ce qu'Audrey a fait. Son travail pour la défense de la Palestine était tout aussi courageux à une époque où l'hostilité du gouvernement envers les Palestiniens, les Yéménites et d'autres peuples était à son paroxysme.

Audrey s'est fermement opposée à l'impérialisme américain et a joué un rôle important lors de nombreuses manifestations antiguerre, à Buffalo, Washington et New York, toujours à l'avant à inspirer le militantisme. Elle a participé aux batailles pour la défense de l'environnement, notamment défendant la position que la fracturation hydraulique dans l'exploitation du gaz naturel est au service de la guerre et doit être interdite partout. Son visage souriant a été un phare pour les membres de la communauté et les propriétaires de magasins du secteur est, et dans les mosquées et les églises où elle distribuait *Buffalo Forum*. Plusieurs générations de jeunes ont bénéficié de son aide et de ses conseils.

Partout où elle allait, Audrey se joignait au peuple, exprimant son amour social, donnant tout pour la cause de la paix, de la liberté et de la démocratie afin d'ouvrir la voie au progrès de la société. Elle était très consciente du racisme et de la dévastation causés par les États-Unis et savait qu'il fallait cibler l'État et non le peuple pour le racisme, la pauvreté et la guerre. Elle s'est battue pour une société nouvelle dans laquelle les droits du peuple sont garantis et où le peuple s'investit du pouvoir de définir la direction de l'économie et des affaires politiques nationales et étrangères et de décider de toutes les questions liées à l'environnement social et naturel. Le plaidoyer infatigable d'Audrey, dans toutes les conditions et circonstances, pour un avenir brillant digne de tous les êtres humains ici et à l'étranger restera une source d'inspiration. Pour cette fidélité à tout ce qu'elle a défendu, nous lui serons toujours reconnaissants.

Nos condoléances et notre plus profonde sympathie à sa famille, ses camarades, ses collègues et ses nombreux amis. Sa perte sera ressentie sur tous les milieux, comme parmi ses amis du « parc à chiens », ses amis de taekwondo, où elle a obtenu une ceinture noire et a été élève de l'année, ses nombreux collègues de travail, notamment leurs enfants pour qui elle a organisé une « journée des enfants », ses amis de softball et de randonnée et d'autres encore.

Le courage et l'optimisme d'Audrey contre vents et marées laisse une marque indélébile sur chacun d'entre nous tous. Que ses nombreux exploits nous guident alors que nous gardons son souvenir et ses contributions dans notre cœur.

La prétention du Canada de défendre l'état de droit international est sans fondement

- **Un tournant historique auquel le gouvernement Trudeau ne peut échapper**
- **Le multilatéralisme impérialiste du Canada**
- Margaret Villamizar -

- Le Groupe de Lima n'est pas le bienvenu au Canada!
- Un piquetage à Gatineau pour dire non aux viles activités du Groupe de Lima

Une nouvelle relation est requise avec les peuples autochtones

- C'est au Canada qu'appartient le « fardeau de la résolution », pas aux peuples autochtones
- *Barbara Biley* -
- Réponse impuissante de la Commission civile d'examen et d'instruction des plaintes relatives à la GRC
- Reportage photo: les actions se multiplient à travers le pays pour exiger le respect des droits et du titre des Wet'suwet'en
- De nombreuses organisations syndicales et autres expriment leur appui aux revendications des Wet'suwet'en
- La proposition de remplacer les trains bloqués par des camions: une tentative de mobiliser les camionneurs dans la négation des droits des autochtones - la réponse est Non!
- *Normand Chouinard* -
- Le gouvernement du Québec annonce une «grande alliance» avec les Cris tout en demandant l'intervention policière contre les barrages
 - Au blocus de Kahnawà:ke

La prétention du Canada de défendre l'état de droit international est sans fondement

Un tournant historique auquel le gouvernement Trudeau ne peut échapper



La campagne du gouvernement Trudeau pour un siège au Conseil de sécurité des Nations unies est maintenant passée à la vitesse supérieure. Il rivalise avec l'Irlande et la Norvège pour ce mandat de deux ans et c'est pourquoi Trudeau et son ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne sont allés courtiser divers pays d'Afrique, des Caraïbes, d'Amérique latine. Toutefois, les services inestimables que rend le Canada au bloc économique impérialiste et à la machine de guerre des États-Unis viennent brouiller l'image qu'il essaie de projeter de gardien de la paix et de médiateur honnête tandis que son adhésion à des accords étatiques coloniaux qui violent les traités

et les conventions des Nations unies vient démentir sa prétention d'être un parangon de démocratie. En fait, sa candidature à un siège au Conseil de sécurité de l'ONU s'est heurtée à des vents contraires de plus en plus forts, car sa prétention maintes fois répétée que le Canada est un pays où règne l'état de droit - ce qui en ferait un candidat idéal pour un siège au Conseil de sécurité - est démasquée devant le monde entier.

Cette semaine, le mépris du Canada pour la Charte des Nations unies et les principes du droit international et de la diplomatie dans la conduite de ses affaires étrangères était manifeste quand il a accueilli à Gatineau une rencontre de l'illégitime Groupe de Lima qui conspire contre le peuple vénézuélien et continue de s'ingérer dans ses affaires pour provoquer un changement de régime, cyniquement appelé « rétablissement de la démocratie ». Cette rencontre a été dénoncée avec le mépris qu'elle mérite par des manifestations devant le lieu de la rencontre à Gatineau, devant les bureaux de circonscription du premier ministre Trudeau à Montréal, ceux de la vice-première ministre Chrystia Freeland à Toronto et de plusieurs autres ministres et députés libéraux ailleurs au Canada.



S'il subsistait le moindre doute quant au rôle que joue aujourd'hui le Canada en suivant une politique d'apaisement envers les États-Unis qui s'efforcent d'affirmer leur hégémonie sur toute l'Amérique latine et les Caraïbes et ailleurs, il aura été dissipé par le discours du président Trump sur l'état de l'Union le 4 février devant le Congrès américain. Le président Trump a été très clair quant à qui établit les règles de « l'ordre international fondé sur des règles », que le Canada défend et se charge de faire respecter. Il a profité de l'occasion, un jour avant que le Sénat américain l'ait déclaré non coupable dans son procès de destitution, pour faire étalage de son gouvernement de pouvoirs de police et de sa propre capacité à exercer un pouvoir exécutif illimité, à la manière d'un empereur, à la fois sur le territoire national et à l'étranger, avec l'appui de la puissance de l'armée des États-Unis, dégagé des contraintes de la constitution des États-Unis ou du droit international. C'est ce qu'impliquait ses vantardises que « le mandat de tyrannie du président Maduro va être réduit à néant et brisé » et son assurance mafieuse « nous allons nous occuper du Venezuela ».

Il est également très significatif que, ces dernières semaines, l'État canadien et ses agences aient violé tous les principes qui déterminent et guident les relations de nation à nation, alors qu'ils sont au cœur de l'état de droit. Son rejet de la loi Wet'suwet'en, qu'il est tenu de respecter et de faire respecter, est également révélatrice de son attitude à l'égard de l'état de droit international. Il refuse de se débarrasser des arrangements coloniaux et de l'esprit colonial racistes inscrits dans la Constitution canadienne pour faire respecter non seulement en paroles mais également en actes les droits des autochtones et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Le refus de respecter le Non des chefs héréditaires à la construction d'un pipeline sur leur territoire sans leur consentement libre, préalable et éclairé, et la résistance généralisée et déterminée qu'il a suscitée sont révélateurs de ce que le Canada fait également sur la scène internationale lorsqu'il bafoue les droits des peuples et des nations qui luttent pour leur droit d'être.

Le tournant historique actuel laisse au gouvernement le choix de changer, ce que les intérêts privés ne toléreront pas, ou de revenir à l'imposition du diktat impérialiste qui proclame que la force fait le droit, ce que les peuples ne toléreront pas. Ni les tergiversations, ni la rhétorique creuse qui présume que les peuples combattants du Canada et du monde entier vont se soumettre ne feront

disparaître la réalité de ce tournant historique.

Quelle loi, et décidée par qui, le Canada doit appliquer est une question posée par l'histoire et beaucoup se la posent. La prétention du Canada de défendre l'état de droit et l'ordre international fondé sur des règles n'est pas nouvelle, elle fait partie des outils qu'il utilise pour s'ingérer dans les affaires des autres pays et commettre des agressions contre eux en violation des principes fondateurs de l'ONU tels qu'inscrits dans sa Charte. Ce n'est pas une violation mineure pour un pays qui fait campagne pour obtenir un siège au Conseil de sécurité, dont la fonction est de « maintenir la paix et la sécurité internationales, conformément aux buts et aux principes des Nations unies ».

Le multilatéralisme impérialiste du Canada

- Margaret Villamizar -

Une idée qui a beaucoup été promue, surtout depuis que le gouvernement Trudeau a décidé d'entrer dans la course pour un siège au Conseil de sécurité en 2021, est que le Canada est un champion du multilatéralisme. De cette manière, la politique étrangère d'ingérence du Canada est présentée comme étant différente et probablement meilleure que l'unilatéralisme odieux de « l'Amérique avant tout » de Trump. Le multilatéralisme impérialiste du Canada est basé sur le fait qu'il préfère s'ingérer dans le cadre de coalitions et regroupements de pays aux vues similaires plutôt que de le faire seul. Cela n'aide sans doute pas la tentative du Canada de convaincre d'autres pays d'appuyer sa candidature au Conseil de sécurité que d'attirer l'attention sur le trait caractéristique de sa politique étrangère : son dévouement complet à la politique d'apaisement de l'impérialisme américain. Une diversion est donc lancée avec beaucoup de tapage au sujet de « l'approche multilatérale » du Canada, sans expliquer ce qu'elle signifie vraiment.

Le Mouvement des pays non alignés, qui regroupe quelque 120 des 193 États membres de l'ONU, pratiquement tous originaires d'Asie, d'Afrique, des Caraïbes et d'Amérique latine, a lancé l'année dernière une campagne qui appelle au renforcement du multilatéralisme. Sa position est en faveur d'une paix et d'une diplomatie fondées sur l'égalité souveraine de tous les États membres de l'ONU, la non-agression réciproque et la non-ingérence dans les affaires intérieures des uns et des autres. Son objectif est de faire en sorte que l'ONU serve le but pour lequel elle a été créée et de demander des comptes aux États-Unis et à ceux qui l'apaisent afin qu'ils ne puissent pas continuer d'appliquer leurs « règles » en attaquant en toute impunité les peuples du Venezuela, de Cuba, du Nicaragua, de l'Iran, de la Syrie, du Yémen, de la République populaire démocratique de Corée et d'autres, par l'imposition des sanctions meurtrières, qui sont des actes de guerre.



C'est l'antithèse du multilatéralisme que le Canada pratique pour apaiser l'impérialisme américain qui, au nom d'idéaux élevés, viole le droit des peuples de vivre en paix, sans ingérence et à l'abri de la menace ou de l'emploi de la force.

Dans un important discours politique qu'elle a prononcé en 2017, décrivant ce que le gouvernement Trudeau appelle son programme multilatéral, Chrystia Freeland a dit qu'il s'agissait de renforcer l'ordre international fondé sur des règles et a mentionné la participation du Canada dans des groupes tels que le G7, le G20, l'Organisation des États américains, la Coopération économique Asie-Pacifique, l'Organisation mondiale du commerce, l'Organisation mondiale de la

santé, le Commonwealth, quelques autres « et bien sûr l'OTAN et l'ONU ». Elle a dit que la « pierre angulaire » du programme multilatéral du Canada était son « engagement indéfectible envers l'Alliance transatlantique », c'est-à-dire l'alliance militaire et politique agressive dirigée par les États-Unis, qui contrevient ouvertement à la Charte des Nations unies et au droit international.

Le groupe illégitime de Lima a été inclus depuis dans la liste comme un autre exemple du multilatéralisme canadien à l'oeuvre - en fait un modèle à suivre, selon l'ancien ambassadeur du Canada au Venezuela qui, en tant que praticien de « la promotion de la démocratie » à l'américaine, a transformé pendant son mandat l'ambassade du Canada à Caracas en un centre de subversion contre le gouvernement vénézuélien.

Rien n'indique plus clairement que ce que le Canada défend n'a rien à voir avec le maintien des principes et des buts des Nations unies et la préservation de la paix, sur la base des enseignements tirés de deux guerres mondiales catastrophiques. Ce que le Canada défend, c'est le multilatéralisme impérialiste et les règles que l'OTAN cherche à imposer au monde par la force. L'usage de ce qu'on appelle des moyens diplomatiques pour garantir un changement de régime, par opposition à l'emploi de la force, serait la prétendue distinction entre la voie canadienne et la voie américaine. Ce qui n'est pas à discuter, ce sont les présumés moyens diplomatiques, tels que ceux que le Groupe de Lima serait censé mettre en oeuvre, pour préparer en fait le recours à la force et fournir une justification sous la forme d'une soi-disant intervention humanitaire contre un « État défaillant » ou de la doctrine impérialiste de « la responsabilité de protéger ». Il en va de même pour l'état de droit et le type de droit que le Canada défend, qui ne sont pas à discuter.

Dans une allocution faite le 21 février devant le Conseil des relations étrangères de Montréal, le ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne a dit que la campagne pour un siège au Conseil de sécurité était l'occasion pour le Canada de rendre crédible, de renforcer et de mieux adapter le multilatéralisme aux réalités d'aujourd'hui. À cet égard, il a déploré ce qu'il a appelé une recrudescence de l'application sélective et du mépris du droit international, affirmant que l'ordre international fondé sur des règles était menacé. En conséquence, le système multilatéral a besoin d'être modernisé, a-t-il dit, pour l'adapter aux nouvelles réalités d'aujourd'hui. Le ministre a déclaré que le Canada devait prendre l'initiative à cet égard sur le plan international, donnant des exemples de comment il a déjà contribué à défendre le prétendu « ordre mondial fondé sur les règles ». Il a mentionné entre autres le rôle du Canada dans la création des institutions issues des accords Bretton Woods (FMI, Banque mondiale) et de l'OTAN, ainsi qu'un pionnier de la doctrine impérialiste de la « responsabilité de protéger » quand il a été membre du Conseil de sécurité dans le passé. Et bien sûr, plus récemment, le Groupe de Lima. Pendant que le ministre Champagne parlait, les Canadiens et les Québécois manifestaient pour dénoncer le fait que le Canada était l'hôte d'une réunion du Groupe de Lima et son ingérence continue dans les affaires du peuple vénézuélien.



Pour certains, au bout du compte le Canada ne mérite pas un siège au Conseil de sécurité. C'est vrai. Mais qu'en est-il des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France, de tous les fauteurs de guerre qui, avec la Russie et la Chine, ont un droit de veto ? Plus que le fait que le Canada ne mérite pas un siège au Conseil de sécurité, les événements révèlent l'effondrement de l'ordre et de l'état de droit international de l'après-Deuxième Guerre mondiale pour la défense et la codification

desquels les Nations unies ont été créées, pour prévenir le fléau des guerres récurrentes.

Aujourd'hui, la crise dans laquelle l'ONU et toutes les institutions basées sur des anciens

arrangements sont embourbées se révèle par le fait que les impérialistes anglo-américains utilisent les questions des droits humains, de la paix, de la liberté et de la démocratie comme des outils politiques, comme des armes pour justifier l'agression et l'intervention contre les peuples et les pays qui défendent leur droit d'être. Ce sont ces mêmes peuples et pays qui sont accusés d'être hostiles aux intérêts anglo-américains et une menace à la sécurité internationale et nationale. C'est ce à quoi s'engage le gouvernement Trudeau sous le prétexte de fuir l'unilatéralisme de Trump, d'être inclusif, de rassembler les peuples pour « résoudre les problèmes », même si cela viole la Charte des Nations unies et les principes du droit international et de la diplomatie au niveau international.

Mais le monde a ses propres exigences et ne se conforme pas à la volonté des pays aux visées hégémoniques. Les peuples du Canada et du monde s'efforcent de s'investir du pouvoir en luttant et en défendant les arrangements nécessaires, surtout des gouvernements antiguerre qui veilleront à ce que des notions antihumaines comme la loi du plus fort soient enterrées une fois pour toutes afin qu'un monde digne des êtres humains soit créé. Le bien-être des peuples doit être au centre de toutes les considérations qui nécessitent la défense des droits de tous et des régimes qui les garantissent.

Le Groupe de Lima n'est pas le bienvenu au Canada!



Manifestation à Montréal le 20 février 2020 contre la rencontre ministérielle du Groupe de Lima à Gatineau

Le 20 février, le Canada a accueilli la réunion ministérielle du Groupe de Lima au Musée de l'Histoire à Gatineau, au Québec.

Affaires mondiales Canada a dit que la réunion avait comme but de « discuter de la crise politique, économique et humanitaire continue au Venezuela et d'exprimer la solidarité avec le peuple vénézuélien ».

Cette réunion quelques semaines après que le gouvernement Trudeau se soit couvert de honte en rencontrant le 27 janvier l'imposteur Juan Guaido, celui-là même qui s'est autoproclamé président par intérim du Venezuela. Cet imposteur est de plus en plus détesté au Venezuela pour sa corruption et le peu de confiance qu'il inspire, y compris par ceux qui, il y a à peine un an, appuyaient sa fausse présidence. C'est à un point tel qu'un de ses rivaux a été élu pour le remplacer en tant que président de l'Assemblée nationale. Pourtant, au Canada, il a été accueilli par le premier ministre

dans son bureau sur la colline du Parlement où il a été présenté comme le « président Guaido ».

Il est honteux que le gouvernement canadien, sous prétexte de restaurer la démocratie au Venezuela, continue d'organiser et de promouvoir le Groupe de Lima, de mener une politique d'ingérence et de menaces agressives contre le Venezuela et de promouvoir un changement de régime au nom des intérêts américains contre la volonté démocratiquement exprimée du peuple vénézuélien. C'est le comble de l'hypocrisie que de laisser entendre, comme le fait le gouvernement canadien, que le maintien de sanctions et d'autres formes d'ingérence grossière pour paralyser l'économie vénézuélienne vise à soutenir la démocratie « par des moyens pacifiques » dans ce pays.

Les États-Unis ont resserré les sanctions au moyen d'un embargo intégral depuis que les tentatives illégales de renverser le gouvernement vénézuélien démocratiquement élu n'ont pas fonctionné. Le groupe de pays dit de « Lima » joue un rôle néfaste en tentant de justifier les menaces de coup d'État et d'autres actes de violence des États-Unis au Venezuela. Non seulement ces actions du gouvernement canadien et du Groupe de Lima sont-elles contraires à la Convention de Vienne sur les relations diplomatiques, elles ont aussi une grave violation de la Charte de l'ONU et de la Charte de l'OÉA. La punition collective des populations, en l'occurrence le peuple vénézuélien, est un crime contre l'humanité

Les Canadiens appuient les droits démocratiques de tous les peuples de choisir leur propre destin et de vivre dans un système de leur choix et les actions hostiles du gouvernement canadien contre le peuple vénézuélien sont inacceptables. Le gouvernement canadien ne parle pas et n'agit pas au nom des Canadiens.

Les Mouvements sociaux ALBA Canada a organisé une manifestation à Gatineau et des actions ont été aussi organisées à Montréal, Vancouver, Toronto, Waterloo et Hamilton pour dire que le Groupe de Lima n'est pas le bienvenu au Canada et pour exiger que le gouvernement canadien cesse toutes sanctions contre le Venezuela et ait recours au dialogue et à la véritable diplomatie plutôt que l'ingérence économique et autres mesures de coercition. Le lendemain, 21 février, un rassemblement devant la Conférence du Conseil des relations étrangères de Montréal où le ministre des affaires étrangères du Canada, François-Philippe Champagne, s'exprimait sur la politique étrangère du Canada, a exigé que le Canada se retire du groupe de Lima.

Un piquetage à Gatineau pour dire non aux viles activités du Groupe de Lima



Le 20 février, le chapitre d'Ottawa de Mouvements sociaux ALBA Canada et d'autres activistes de la région et de Montréal ont dressé un piquetage devant le Musée de l'Histoire à Gatineau, au Québec, où le Canada accueillait à nouveau une réunion du Groupe de Lima. Les manifestants ont dénoncé haut et fort cette réunion, ses objectifs et ses activités comme étant illégitimes et illégaux. Ils ont appelé entre autres à la levée des sanctions imposées au peuple vénézuélien qui lui causent de graves problèmes. Des piquetages parallèles ont eu lieu à Montréal et Hamilton.

Dans sa déclaration « Le Groupe de Lima n'est pas le bienvenu au Canada », le chapitre d'Ottawa de Mouvements sociaux ALBA affirme : « Il est honteux que le gouvernement canadien, sous prétexte de restaurer la démocratie au Venezuela, continue d'organiser et de promouvoir le Groupe de Lima, de mener une politique d'ingérence et de menaces d'agression contre le Venezuela et de promouvoir un changement de régime au nom des intérêts américains contre la volonté démocratique du peuple vénézuélien. »



Gatineau, 20 février 2020

À l'intérieur, le ministre des Affaires étrangères François-Philippe Champagne déclarait : « Le monde entier nous observe, tous un chacun, pour que nous apportions un nouvel élan à la quête du peuple vénézuélien pour la démocratie » et il a parlé de la nécessité de discuter de la « crise au Venezuela ». Non sans ironie, ce que le monde entier observe en ce moment est la crise du gouvernement canadien alors que tous les yeux sont tournés vers le Canada et les violations par celui-ci des lois nationales, internationales et Wet'suwet'en et des droits autochtones. Non moins ironique est le fait que le plus récent pays à adhérer au Groupe de Lima est Haïti, où, le 27 février 2004, le gouvernement canadien a joué un rôle instrumental dans l'organisation du coup d'État qui a renversé le président dûment élu Jean-Bertrand Aristide et installé un président que les États-Unis ont été les premiers à applaudir. Les Haïtiens manifestent massivement depuis plus d'un an pour exiger la démission du président actuel, Jovenal Moïse, accusé entre autres de corruption.

Voilà la nature de ce groupe qui prétend vouloir « restaurer la démocratie » au Venezuela.



Montréal, 20 février 2020



Piquetage à Montréal le 21 février 2020 devant le Conseil des relations étrangères de Montréal

(Photos: LML, M.P. Serrano, MAWO)



Une nouvelle relation est requise avec les peuples autochtones C'est au Canada qu'appartient le « fardeau de la résolution », pas aux peuples autochtones

- Barbara Biley -



Depuis son élection en 2015, le premier ministre Justin Trudeau a répété à maintes reprises qu'« aucune relation n'est plus importante que celle entre le Canada et les peuples autochtones », allant jusqu'à dire à l'Assemblée des Premières Nations, en décembre 2018, qu'une « nouvelle relation » avec les peuples autochtones était ce qu'il voulait laisser comme héritage en tant que premier ministre.

Les mots ne coûtent pas cher et les paroles de Trudeau sont dépassées par la réalité, non seulement de l'échec du gouvernement à s'attaquer aux problèmes chroniques auxquels sont confrontées les communautés autochtones, notamment les crises du logement, le manque d'eau potable, le chômage, la pauvreté et le suicide chez les jeunes, mais aussi du recours répété à la violence policière contre les peuples autochtones qui défendent leurs droits. S'il subsiste des doutes quant à la position réelle du gouvernement fédéral, il suffit de rappeler qu'il fait présentement appel de la

décision du Tribunal canadien des droits de la personne qui reproche au Canada de sous-financer la protection de l'enfance dans les réserves. Selon les estimations, plus de 9 millions de dollars ont été dépensés jusqu'à présent pour faire appel des ordonnances du Tribunal, notamment celle de septembre 2019 ordonnant au gouvernement de verser 40 000 dollars à chaque enfant concerné.

Les discours sur la « réconciliation » et la « primauté du droit » perdent tout sens quand des ministres reconnaissent que les paroles ne s'accompagnent pas d'actions et que, qui plus est, le gouvernement continue de poser des gestes qui exposent un racisme profondément ancré et un mépris pour les peuples autochtones et l'état de droit. Trudeau et le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, ont tous deux été interpellés à plusieurs reprises pour leur traitement irrespectueux des chefs héréditaires. Ils refusent de les rencontrer depuis le début de la crise actuelle, qui a commencé avec l'avis d'expulsion émis à Coastal GasLink le 4 janvier.



Mis au pied du mur par les nombreuses manifestations à l'échelle du pays en appui à la juste position des chefs héréditaires Wet'suwet'en et des Wet'suwet'en vivant sur leur territoire, Trudeau et Horgan ont à contrecœur chargé des ministres de proposer de rencontrer les chefs héréditaires. Pour leur part, les chefs héréditaires continuent de soutenir la position de principe que la GRC doit d'abord se retirer complètement des territoires des Wets'uwet'en. Le visage hideux des institutions coloniales canadiennes se voit dans la feinte de Trudeau à l'égard des chefs qu'il considère comme pas très « raisonnables ». Il affirme que son gouvernement a « fait sa part », qu'il a toléré la désobéissance assez longtemps, qu'il a encouragé le dialogue assez longtemps et que « le fardeau de la résolution de la crise » appartient désormais aux chefs autochtones. Il a répété à quatre reprises ce non-sens à propos du « fardeau » lors de sa conférence de presse du 21 février. Le message qu'il voulait transmettre est assez clair : s'ils continuent de refuser de démanteler les blocus, ils auront ce qu'ils méritent.

Ces menaces et déclarations fausses, hypocrites et cyniques ne changent le fait qu'il incombe au gouvernement du Canada de défendre les droits ancestraux des peuples autochtones. Le refus du gouvernement de s'acquitter de son devoir donne raison à ceux qui se mobilisent pour les faire respecter. La force ne fait pas le droit, peu importe les subterfuges et faux-fuyants. La reconnaissance des droits et des titres autochtones est devenue comme une arête de poisson logée dans la gorge du gouvernement libéral qu'il ne peut ni avaler ni recracher. Elle y restera tant qu'il n'y aura pas de rupture avec la *Loi sur les Indiens*, qui est une loi raciste, et les arrangements coloniaux fondés sur la dépossession des peuples autochtones de leurs terres, qui perdurent à ce jour et sont à l'origine de la crise actuelle.

Le 4 janvier, les Wet'suwet'en, s'appuyant sur leurs propres lois sur leurs propres terres non cédées, ont émis un avis d'expulsion à Coastal GasLink. Cette loi et les droits ancestraux des Wet'suwet'en ne peuvent être éteints par « la primauté du droit » que citent Trudeau, Horgan et d'autres et sur laquelle ils s'appuient pour ensuite envoyer une police coloniale lourdement armée attaquer, arrêter et chasser les Autochtones de leurs terres. En vertu de la loi actuelle, fondée sur des accords coloniaux, l'État canadien manque à ses obligations fiduciaires envers les peuples autochtones, tant ceux dont les nations ont des traités que ceux qui n'en ont pas.

Pour s'acquitter de cette obligation, l'État canadien doit, dans un premier temps, pour bâtir une nouvelle relation, assurer aux peuples autochtones un niveau de vie canadien, notamment un revenu garanti, l'éducation, les soins de santé, le logement et des infrastructures qui répondent aux besoins de la communauté où qu'elle se trouve. Le Canada a les moyens de le faire. Un gouvernement vraiment désireux d'établir une nouvelle relation, surtout un gouvernement qui n'a pas de difficulté à dépenser des milliards pour le pipeline Trans Mountain, a les moyens de le faire et n'a aucune excuse pour maintenir la fiction selon laquelle les peuples autochtones sont des « cas de bien-être social », privilégiés ou autrement indignes de soutien. Les dirigeants des gouvernements fédéral et provinciaux doivent cesser de parler et d'agir comme s'ils n'avaient rien à voir avec la réparation des torts historiques ou que la société canadienne ne devrait pas et n'avait pas les moyens de redresser les torts historiques.

*C'est au Canada qu'il appartient de faire respecter les droits
ancestraux des peuples autochtones !*

Réponse impuissante de la Commission civile d'examen et d'instruction des plaintes relative à la GRC



Le 20 février, l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique (BCCLA), l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique (UBCIC) et les chefs héréditaires Wet'suwet'en ont tenu une conférence de presse à Vancouver au cours de laquelle ils ont rendu public et discuté la réponse de Micheline Lahaie, présidente de la Commission civile d'examen et d'instruction des plaintes relative à la GRC (CCETP) à leur demande écrite d'enquête sur ce que ces organisations estimaient être des actions illégales de la GRC en territoire des Wet'suwet'en.

Sept personnes représentant les organisations qui ont soulevé la question ont pris la parole lors de la conférence de presse : Harsha Walia, directrice générale de l'Association des libertés civiles de la Colombie-Britannique, le grand chef Stewart Phillip, président de l'Union des chefs indiens de la Colombie-Britannique, Molly Wickham Sleydo', porte-parole du clan Gidimt'en des Wet'suwet'en, Delee Alexis Nikal, du clan Gidimt'en des Wet'suwet'en, l'une des plaignants au CCETP, Mary

Ellen Turpel-Lafond Akikwe, directrice du Centre d'histoire et de dialogue sur les pensionnats autochtones de l'Université de la Colombie-Britannique et professeur à la faculté de droit Allard de l'UBC, David Suzuki, cofondateur de la Fondation David Suzuki et Ta'Kaiya Blaney, de Indigenous Youth for Wet'suwet'en.

Harsha Walia a présenté un résumé de la lettre de neuf pages de la présidente de la CCETP. Elle a indiqué que la présidente avait décidé de ne pas ouvrir d'enquête d'intérêt public pour le moment, parce que des préoccupations semblables ont déjà été soulevées auprès de la GRC dans un cas de 2013 semblable à ce qui se produit en territoire Wet'suwet'en. Elle a indiqué que la présidente a fourni un résumé des conclusions et des recommandations sur une série de questions concernant l'exécution des injonctions, l'utilisation des pouvoirs d'arrestation, le rôle de la GRC dans la surveillance des défenseurs des terres autochtones, les restrictions d'accès, les zones d'exclusion et les arrêts aux points de contrôle figurant dans un rapport provisoire, qui n'a pas été rendu public, sur l'intervention de la GRC contre des défenseurs de la terre opposés au gaz de fracturation hydraulique dans le comté de Kent au Nouveau-Brunswick en 2013. Ce rapport provisoire, qui comprend 37 conclusions, n'a pas été rendu public parce que la CCETP attend une réponse du commissaire de la GRC qui a le rapport en mains depuis 2019.

Dans le cas du Nouveau-Brunswick, la Commission a notamment conclu qu'il n'existait pas de disposition juridique permettant à la GRC d'exiger des passagers qu'ils présentent une pièce d'identité aux points de contrôle, que la GRC n'a pas le pouvoir légal d'effectuer des vérifications à des points de contrôle à des fins de la collecte de renseignements, que le souci de la sécurité publique déclaré reposait sur des renseignements non confirmés qui ne sont pas suffisants pour justifier un point de contrôle de la GRC, que les fouilles de routine des véhicules et des personnes effectuées par la GRC n'étaient pas autorisées par la loi, que les « zones tampons » ou les « zones d'exclusion » ne sont justifiables que dans des circonstances limitées précises et avec le moins d'entraves possible aux libertés individuelles.

La commission a conclu que certaines arrestations reposaient sur des interprétations erronées des conditions de l'injonction et que les agents de la GRC doivent avoir une interprétation détaillée et exacte des injonctions.

Harsha Walia a conclu ses remarques en soulignant que « ce qui est extrêmement troublant dans cette lettre de la présidente, c'est qu'une fois de plus la GRC est au courant de ces mêmes questions depuis mars 2019. » Les événements au Nouveau-Brunswick ont eu lieu en 2013, donc depuis sept ans, les gens du Nouveau-Brunswick qui ont déposé les plaintes n'ont eu aucune réponse et n'ont toujours pas accès au rapport parce qu'il n'est pas encore public. La lettre se trouve [ici](#).

La conférence de presse complète peut être vue [ici](#).

Les intervenants à la conférence de presse ont abordé les questions liées aux relations entre la police et les Premières Nations, historiquement et aujourd'hui dans le cas des Wet'suwet'en, et ont appelé les dirigeants fédéraux et provinciaux à mettre fin à l'occupation policière et à négocier avec les chefs héréditaires des Wet'suwet'en.

Le Grand Chef Stewart Phillip a rendu hommage aux chefs héréditaires et aux matriarches des Wet'suwet'en ainsi qu'aux jeunes autochtones de l'Île de la Tortue pour leur solidarité avec les Wet'suwet'en qui « se sont vigoureusement élevés contre les tactiques paramilitaires de la GRC, les forces d'occupation qui sont utilisées en territoire Wet'suwet'en et le fait honteux et révoltant que les actions de la GRC soient de nature très mercenaire, car elle agit au nom de Coastal Gaslink plutôt que de protéger les intérêts généraux de toutes les parties concernées par ces questions très instables. »

Il a déclaré : « Nous sommes à la croisée des chemins dans ce pays en ce qui concerne ce que tout

cela représente et nous devons sortir de l'ombre coloniale et néocoloniale de la notion d'exploitation de la terre et de marchandisation de la terre qui est contraire à la prise en charge et à la conservation de ce bel endroit que nous décrivons comme le Canada et la Colombie-Britannique. Nous devons comprendre que la déclaration des Nations unies [sur les droits des peuples autochtones] est de la plus haute importance pour ce qu'elle représente, pour faire avancer le droit autochtone et les institutions juridiques autochtones afin qu'elles se situent aux côtés des autres systèmes de droit qui existent dans ce pays. Il ne s'agit pas d'un cas où le droit colonial supplante le droit ou les institutions autochtones. Le droit autochtone est inscrit dans nos langues autochtones, dans notre culture et nos traditions. Nous l'enseignons à nos enfants dès le plus jeune âge et c'est notre responsabilité envers la Terre Mère, la terre et les eaux. Les peuples autochtones appliquent simplement nos propres lois et nos propres traditions comme nous l'enseignent nos gardiens du savoir. Et il est absolument inacceptable que ces activités soient criminalisées par les gouvernements et par la GRC et qu'elles subissent la répression brutale dont nous avons été témoins à maintes reprises dans ce pays ». Le Grand Chef Stewart Phillip a conclu en déclarant : « Nous faisons appel aux gouvernements, et je suis d'accord avec Jody Wilson-Raybould lorsqu'elle a proposé au premier ministre Trudeau de prendre l'avion, d'aller chercher le premier ministre Horgan et de se rendre à Smithers pour y rencontrer les chefs héréditaires. Les jours à venir vont être très longs et très intenses. »

Dans leurs remarques et leurs réponses aux questions de la presse, les intervenants ont souligné deux choses : la nécessité de mettre un terme aux activités illégales de la GRC et le retrait de la GRC et de Coastal GasLink du territoire de Wet'suwet'en comme condition préalable d'une rencontre, dans le respect, des chefs héréditaires Wet'suwet'en avec le premier ministre Trudeau et le premier ministre de l'Ontario Horgan, afin de parvenir à une résolution pacifique du conflit basée sur le respect des droits des autochtones.

(Photo : UBCIC)

Reportage photo

Les actions se poursuivent à travers le pays pour exiger le respect des droits et du titre des Wet'suwet'en

Au cours de la semaine dernière, parallèlement aux barrages ferroviaires à travers le pays, des rassemblements et des marches ont eu lieu dans plusieurs villes. Il a eu de grandes marches à Vancouver et au pont Rainbow à Niagara Falls. Des projections de films et des concerts pour collecter des fonds et différents autres événements ont également été organisés pour soutenir les défenseurs des terres Wet'suwet'en.

À Ottawa et à Toronto, des marches ont été organisées le jour de la Fête de la famille en Ontario. Des milliers de personnes sont descendues dans les rues à Toronto pour dire haut et fort qu'ils exigent que le gouvernement canadien et Coastal Gaslink se retirent des terres Wet'suwet'en et que de nouvelles relations soient établies avec les peuples autochtones qui soient respectueuses de leur juridiction et de leurs droits. Les manifestants ont marché dans les rues du centre-ville pendant deux heures, fermant plusieurs intersections en cours de route, et le défilé s'est terminé à Queen's Park.



Vancouver, Colombie-Britannique



Powell River, Colombie-Britannique



Chase, Colombie-Britannique



Edmonton, Alberta



Winnipeg, Manitoba





Niagara Falls, Ontario



Windsor, Ontario



Pont des Milles-Îles, Ontario



Ottawa, Ontario





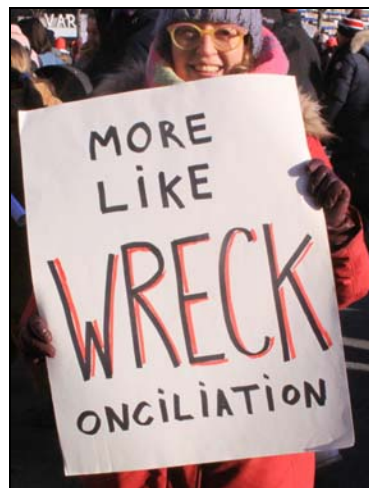
Montréal, Québec



Saint-Lambert, Québec

Marche le jour de la Fête de la famille à Toronto







(Photos: LML, EFTO, Climate 604, N. Knight, A Dub Lion, Dylana, Calgary for Wet'suwet'en, R. Brunell, Daanis, S. Rotz, Solidarité Wet'suwet'en Montréal, C. Farrugia)



De nombreuses organisations syndicales et autres expriment leur appui aux revendications des Wet'suwet'en



Le Marxiste-Léniniste publie des extraits de lettres et de communiqués de diverses organisations syndicales et autres au Canada qui ont pris position en appui à la lutte des Wet'suwet'en.

Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP)

[...] « Le STTP condamne l'injonction visant le camp des Unist'ot'en, et il est solidaire de la réoccupation autochtone du territoire Wet'suwet'en non cédé dans le nord de la Colombie-Britannique, en opposition au gazoduc de Coastal Gaslink. Nous demandons au gouvernement de la Colombie-Britannique de respecter les titres autochtones et de révoquer les permis d'aménagement. Dans la même optique, nous demandons au gouvernement fédéral de retirer le financement qu'il a accordé à cet investissement privé, le plus important de l'histoire du Canada. Au contraire, nous l'exhortons à se comporter respectueusement envers les peuples autochtones, dans l'esprit d'une relation de nation à nation, et à prendre des mesures concrètes pour lutter contre les changements climatiques » [...]

Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP)

[...] « Les Canadiens ont été choqués de voir les manoeuvres agressives d'une force policière lourdement armée qui a chassé des manifestants pacifiques et bloqué l'accès des journalistes au camp d'Unist'ot'en. Nous n'accepterions jamais ce genre de comportement envers des grévistes sur une ligne de piquetage. Le droit de manifester est un droit fondamental. Le peuple wet'suwet'en a le droit de protéger son territoire non cédé. »[...]

« Les cinq clans des Wet'suwet'en n'ont jamais signé de traité avec le Canada et n'ont jamais cédé leur territoire situé dans le centre de la Colombie-Britannique. Pendant presque une décennie, les chefs héréditaires des Wet'suwet'en ont maintenu des postes de contrôle et des camps afin d'empêcher tout développement sur leur territoire sans leur consentement. La semaine dernière, des policiers lourdement armés ont commencé à démanteler ces points de contrôle et à refouler de force ceux qui défendaient leurs terres pacifiquement.

« Si le premier ministre Trudeau et son gouvernement sont vraiment engagés envers la réconciliation, la Déclaration des Nations Unies et l'amélioration des relations avec les peuples autochtones, il est temps de le montrer », a ajouté le secrétaire-trésorier national du SCFP, Charles Fleury.

Union nationale des agriculteurs (NFU)

L'Union nationale des agriculteurs (NFU) est solidaire des protecteurs de la terre autochtones. Nous soutenons les initiatives des peuples autochtones, y compris les Unist'ot'en et Wet'suwet'en, pour résister à l'extraction des ressources et aux projets énergétiques qui perturbent leurs systèmes alimentaires et de gouvernance autochtones et interfèrent avec la santé de leurs terres, territoires et communautés.

La NFU soutient la mise en oeuvre de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones et exhorte le gouvernement canadien à mettre en oeuvre les 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.

Coastal GasLink tente de forcer la construction d'un gazoduc liquide à travers le territoire non cédé de Wet'suwet'en. Le 6 février 2020, la GRC est entrée sur le territoire et a commencé à arrêter des membres des Wet'suwet'en, à expulser de force des défenseurs des terres, à démanteler les barricades érigées pour protéger leur territoire et à refuser aux journalistes l'accès aux témoins et à l'enregistrement des activités de la GRC.

Ces actions, menées avec le soutien des gouvernements de la Colombie-Britannique et du gouvernement fédéral, sont clairement en violation des engagements du Canada en matière de réconciliation, contre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (UNDRIP) que le Canada a officiellement adoptée en 2016 et en violation de la décision *Delgamuukw-Gisday'wa* de la Cour suprême du Canada de 1997 reconnaissant que le peuple Wet'suwet'en, représenté par ses chefs héréditaires, n'a pas renoncé à ses droits et à son titre sur les 22,000 km² territoire. Nous approuvons et soutenons les systèmes de gouvernance des chefs héréditaires Wet'suwet'en et leur droit inhérent à gouverner leur territoire via le camp d'Unist'ot'en et le poste de contrôle de Gidimt'en [...].

Les décisions ordonnant à la GRC d'entrer sur le territoire des Wet'suwet'en et de renvoyer ses défenseurs par la force, et de refuser aux journalistes l'accès à leurs actes sont condamnées par les Canadiens d'un océan à l'autre. Conformément à l'UNDRIP et à notre engagement continu à agir en solidarité avec les peuples autochtones, nous devons nous informer et approfondir notre compréhension de la souveraineté autochtone. Nous dénonçons donc la répression des manifestants pacifiques, y compris les protecteurs des terres autochtones, et exprimons notre

soutien aux droits des personnes à se livrer à des actes de désobéissance civile pour défendre la préservation de l'eau, de l'air, des terres et de la faune sauvage pour les générations futures.

Syndicat national des employées et employés généraux (NUPGE)

Le Syndicat national des employées et employés généraux (NUPGE) est solidaire des défenseurs de la terre Wet'suwet'en et continue d'appeler à une résolution pacifique du conflit. [...]

Le mouvement syndical a souvent vu les gouvernements invoquer la loi pour supprimer les droits, et nous sommes donc solidaires des défenseurs de la terre Wet'suwet'en dans leur lutte. [...]

En tant que famille de syndicats déterminés à mettre pleinement en oeuvre les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation, ainsi que les appels à la justice de l'enquête nationale sur les femmes et les filles autochtones disparues et assassinées, le NUPGE est profondément troublé par la situation actuelle et les événements en cours sur le territoire des Wet'suwet'en, y compris l'utilisation de zones d'exclusion, le retrait forcé des défenseurs des terres et les menaces contre les journalistes. [...]

La situation est particulièrement choquante étant donné que la Colombie-Britannique est devenue la première juridiction au Canada à adopter une loi mettant en oeuvre la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) en novembre 2019.

C'est maintenant un moment critique. La façon dont les gouvernements, la police et les citoyens du Canada réagiront à cette situation permettra non seulement de vérifier si leur engagement à l'égard de la réconciliation est authentique, mais cela aura un impact sur les communautés autochtones et non autochtones et notre environnement pour les générations à venir.

De nouvelles escalades menacent d'entraver les progrès vers la réconciliation. Nous exhortons la GRC à se retirer et demandons à toutes les parties de reprendre les pourparlers pour parvenir à un règlement négocié.

Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC)

La semaine dernière, des agents de la GRC ont arrêté et détenu plusieurs membres de la nation Wet'suwet'en sur leur territoire non cédé alors qu'ils défendaient leurs terres contre un important projet de pipeline. La communauté Unist'ot'en y tient un campement depuis 2009 pour empêcher TransCanada Corp de construire le gazoduc Coastal GasLink. [...]

Les représentantes et représentants du Cercle national des peuples autochtones de l'AFPC défendent depuis plusieurs années les droits des peuples autochtones au Canada et à l'étranger. Nous condamnons l'injonction de la cour et l'arrestation des personnes au camp Unist'ot'en. Nous demandons aux gouvernements provincial et fédéral de respecter une relation de nation à nation avec les chefs héréditaires à Unist'ot'en. [...]

Nous appelons le mouvement syndical à soutenir les défenseurs du camp Unist'ot'en pour faire annuler cette injonction et rétablir l'occupation du centre de guérison des Unist'ot'en.

Syndicat des Métallos

Extrait d'une lettre envoyée au premier ministre Trudeau : [...] Notre syndicat compte des milliers de membres dans le secteur ferroviaire canadien, notamment des membres d'ascendance autochtone qui travaillent fort chaque jour afin de subvenir aux besoins de leurs familles, appuient les droits des Autochtones et font face à l'incertitude et à la perte éventuelle de leur emploi. Les emplois de milliers d'autres de nos membres dépendent aussi de chaînes d'approvisionnement en produits de base, lesquelles comptent sur le réseau de transport ferroviaire canadien. [...]

À notre avis, la cause profonde de la crise actuelle est que les gouvernements successifs du Canada n'ont pas pris leurs responsabilités à maintes reprises en matière de réconciliation avec les nations et les peuples autochtones. Pendant des années, les gouvernements fédéraux se sont contentés d'un dialogue et d'une réconciliation de pure forme, mais n'ont pas pris les mesures significatives et déterminantes nécessaires à une véritable réconciliation. [...]

Les manifestations et les blocages ferroviaires actuels sont le fruit de cet échec lamentable, tout comme les tensions sociales et la volatilité économique qui en résultent et touchent toute la population.

En conséquence, nous vous écrivons pour vous demander d'assumer personnellement la responsabilité de ce dossier et de rencontrer toutes les parties prenantes afin de désamorcer les tensions dans ce conflit, de trouver une solution et de faire preuve d'un véritable engagement en faveur de la réconciliation. L'économie du pays et les moyens de subsistance de nombreux membres de notre syndicat dépendent du système ferroviaire canadien et nous vous demandons instamment d'intervenir dans ce conflit.

Alliance internationale des employés de scène, de théâtre et de cinéma (AIEST)

Comme syndicat, l'AIEST appuie la mise en oeuvre pleine et entière des appels à l'action de la Commission de témoignage et de réconciliation et des recommandations de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, et appelle à une résolution pacifique du conflit sur le territoire Wet'suwet'en. Nous sommes préoccupés par les événements qui se produisent sur le territoire Wet'suwet'en, notamment par le recours à des zones d'exclusion, l'expulsion par la force des défenseurs de la terre et les menaces envers les journalistes. Le progrès vers la réconciliation pourrait sérieusement s'effriter si cette escalade se poursuit. En conséquence, nous demandons à la GRC de se retirer et à toutes les parties de reprendre les pourparlers afin d'en arriver à un accord négocié.

Fédération du travail de la Colombie-Britannique (BCFL)

[...] La fédération du travail de Colombie-Britannique continue d'appuyer un règlement négocié à ce conflit et appelle de manière urgente à la reprise de négociations pour trouver une solution mutuelle dans l'esprit de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones.

Fédération du travail de l'Ontario (FTO)

La Fédération du travail de l'Ontario (FTO) affirme sa solidarité avec la nation Wet'suwet'en qui défend son territoire avec ténacité, et avec ceux qui appuient de façon active la souveraineté autochtone par des manifestations et des blocus à travers l'Ontario et le Canada.

Les arrestations récentes des défenseurs de la terre sont un nouvel exemple honteux du refus du Canada de mettre en oeuvre les appels à l'action de la Commission de témoignage et de réconciliation et la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. La nation Wet'suwet'en a le droit inhérent à l'autodétermination, qui comprend le droit de défendre son territoire. La FTO appelle la GRC, Coastal Gaslink et les gouvernements de tous les niveaux à s'engager dans une réconciliation véritable, non pas en mots seulement, mais par des actions significatives qui reflètent et créent une forte relation de nation à nation. [...]

Les actions du gouvernement qui perpétuent le legs continu de colonialisme et de génocide culturel du Canada doivent cesser.

Fédération du travail de la Nouvelle-Écosse (NSFL)

Des membres de la GRC ont arrêté sept personnes à l'extérieur du centre de guérison Unist'ot'en lundi [10 février] lors de la cinquième journée d'application de l'injonction de la cour contre les membres de la nation wet'suwet'en et leurs sympathisants qui bloquaient l'accès aux sites de construction du pipeline de Coastal GasLink.

L'arrestation des défenseurs de la terre et de leurs sympathisants, et les raids contre leurs campements ne sont pas la réponse à donner lorsque les gens travaillent à défendre leurs droits au Canada. Les gens ont le droit de protester pacifiquement. [...]

Les Wet'suwet'en n'ont jamais cédé leur territoire. En plus, selon la loi des Wet'suwet'en, les chefs héréditaires de cinq clans jouissent de l'autorité sur les 22 000 kilomètres de territoire non cédé de la nation. Les chefs héréditaires ont exprimé à plusieurs reprises leur opposition à Coastal GasLink.

Le mouvement syndical a souvent vu les gouvernements invoquer la loi pour supprimer les droits des travailleurs. Les chefs héréditaires Wet'suwet'en ont émis un avis d'éviction à Coastal GasLink pour violation des lois des Wet'suwet'en contre l'intrusion, mais il semble qu'ils n'ont pas les mêmes droits que les compagnies.

Les Wet'suwet'en ont des droits et un titre autochtone inhérents qui doivent être reconnus et respectés. Nous exprimons donc notre solidarité avec les défenseurs de la terre Wet'suwet'en et leur lutte et appelons toutes les parties à trouver une résolution pacifique au conflit.

Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique

La Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique réitère sa solidarité avec la nation Wet'suwet'en. En tant que syndicat dédié à la mise en oeuvre des appels à l'action de la Commission de témoignage et de réconciliation et de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, nous demandons aux gouvernements de la Colombie-Britannique et du Canada, à la Gendarmerie royale du Canada et à Coastal GasLink Pipeline de respecter la position qu'ont prise les chefs héréditaires Wet'suwet'en. Ils insistent sur le respect de la souveraineté autochtone, car ils n'ont jamais cédé la juridiction des terres qu'ils ont gouvernées et dont ils ont assumé la responsabilité depuis des millénaires. Les cinq clans de la nation Wet'suwet'en se sont opposés unanimement à toutes les propositions de pipelines. Chasser par la force les défenseurs pacifiques de la terre de leurs territoires traditionnels non cédés constitue une violation de la déclaration de l'ONU. [...]

Notre gouvernement provincial a adopté une loi récemment qui l'engage à respecter la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones. Les actions signifient plus que les promesses creuses que les peuples autochtones reçoivent depuis des décennies. Si les dirigeants de notre province et de notre pays sont vraiment dédiés à la réconciliation et à la Déclaration de l'ONU sur les droits des peuples autochtones, ils doivent faire des gestes immédiatement. Les dirigeants élus doivent agir immédiatement en négociant avec les chefs respectés de la nation Wet'suwet'en qui détiennent le droit inhérent d'autodétermination, qui comprend le droit de défendre leurs terres. [...]

Les 45 000 membres de la Fédération des enseignants de la Colombie-Britannique sont solidaires des Wet'suwet'en et demandent que les gouvernements de la province et du Canada assument leurs responsabilités qui sont énoncées dans la décision de la Cour suprême *Delgamuukw Gisday'wa* de 1997. Nous sommes témoins de ce moment historique où nos gouvernements doivent choisir entre soutenir cette décision de la cour ou continuer le legs de colonisation qui est à l'oeuvre encore aujourd'hui.

Fédération des enseignantes-enseignants des écoles secondaires de l'Ontario (FEESO)

[...] Nous ne sommes pas d'accord avec les actions du gouvernement qui limiteraient la capacité des citoyens à exercer leur droit de réunion libre et pacifique. Nous appelons les gouvernements fédéral et provinciaux à respecter et à faire respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), et à reconnaître et respecter le droit des peuples autochtones à l'autodétermination. De plus, les gouvernements fédéral et provinciaux devraient respecter la décision de la Cour suprême du Canada de 1997, *Delgamuukw c. Colombie-Britannique*, qui a conclu que les titres aborigènes ne pouvaient pas être éteints et a établi que les Wet'suwet'en n'a jamais renoncé à son territoire.

Par conséquent, les 60 000 membres d'OSSTF/FEESO sont solidaires du peuple Wet'suwet'en. OSSTF/FEESO appelle toutes les parties à respecter la position adoptée par les chefs héréditaires des Wet'suwet'en, à respecter la souveraineté autochtone, et à reconnaître et à ne jamais céder leur juridiction aux terres qu'ils ont gouvernées et dont ils ont été les gardiens de générations en générations. Retirer de force les défenseurs de la terre pacifiques de leurs terres traditionnelles non cédées est une violation de la Déclaration des Nations unies.

Syndicat des fonctionnaires provinciaux de la Colombie-Britannique (BCGEU)

Le BCGEU a suivi de près l'évolution de la situation au camp Unist'ot'en. En tant que syndicat déterminé à appuyer l'ensemble de la mise en oeuvre des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et des recommandations de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones, nous sommes préoccupés par les actions de la police menées pour supprimer les droits des manifestants pacifiques et des médias.

Nous exhortons la GRC, Coastal Gaslink et le gouvernement provincial à travailler avec les dirigeants héréditaires des Wet'suwet'en et le conseil élu pour résoudre le différend actuel dans l'esprit des principes énoncés dans ces documents.

Le peuple Wet'suwet'en possède des droits et titres autochtones inhérents qui doivent être reconnus et respectés. Ce qui se passe au camp Unist'ot'en pourrait avoir des répercussions à long terme pour des générations de Britanno-Colombiens autochtones et non autochtones.

Association des professeurs de l'Université Emily Carr (Vancouver)

[...] Le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale a récemment demandé au Canada d'arrêter immédiatement le gazoduc Coastal Gas Link, le barrage Site C et l'oléoduc Trans Mountain parce que ces projets n'ont pas reçu le consentement libre, préalable et éclairé des peuples autochtones dont ils pollueraient et détruiraient les terres. D'un point de vue moral et environnemental, en cette période d'accélération de la déstabilisation climatique, nous ne pouvons pas nous permettre ces projets. À ce titre, nous demandons aux gouvernements coloniaux et à leurs forces de police de désamorcer la situation et de respecter la Loi Wet'suwet'en en respectant les décisions qui ont été prises par les chefs héréditaires dont les droits autochtones ne doivent pas être violés par des actes de brutalité policière ou par la force coloniale.

Ontario College of Arts and Design University Faculty Association

L'Ontario College of Arts and Design University Faculty Association est solidaire des chefs héréditaires Wet'suwet'en et des activistes du campement Unist'ot'en qui défendent leur territoire et l'environnement. [...]

Nous dénonçons les actions militarisées de la GRC visant à utiliser la violence et chasser par la force les défenseurs pacifiques de la terre du territoire Wet'suwet'en. Cette terre est non cédée et elle a été reconnue comme telle par la décision de la Cour suprême de 1997 qui a affirmé le droit des Wet'suwet'en à leurs terres. Le droit international et la Proclamation royale de 1763 reconnaissent que le Canada n'a aucune compétence juridique sur les territoires non cédés. Les chefs de clan héréditaires, qui sont les chefs en vertu de la forme de gouvernance traditionnelle, s'opposent à la construction du pipeline Coastal Gas, qui ferait passer du gaz de fracturation par le territoire non cédé des Wet'suwet'en.

Depuis quelques jours, les Canadiens ont été témoins de l'utilisation de tactiques par la GRC qui ne sont pas différentes de celles utilisées dans un État policier. Une « zone d'exclusion » extrajudiciaire a été déclarée, à l'intérieur de laquelle les médias n'ont pas la liberté de presse de témoigner des actions policières. Les images qui nous sont parvenues des premières lignes sont troublantes. Des matriarches non armées ont été arrêtées violemment, alors que certaines d'entre elles célébraient une cérémonie. La GRC a eu recours à des chiens d'attaque et à de l'artillerie de troupe de choc pour clouer au sol des défenseurs de la terre autochtones. Ce n'est pas à cela que la réconciliation ressemble.

Nous demandons aux gouvernements provincial et fédéral et à la GRC de respecter la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA). La DNUDPA est un document international qui donne aux peuples autochtones le droit de contrôler les projets de ressources sur leur territoire. Le consentement libre et préalable est requis. En vertu de la loi des Wet'suwet'en, les cinq clans se sont unanimement opposés aux propositions de pipelines. L'enlèvement forcé et la construction du pipeline de Coastal Gas constituent une violation du droit international, canadien et Wet'suwet'en.

Le premier ministre Justin Trudeau a été élu récemment après avoir promis de bâtir de nouvelles relations avec les Premières Nations. La réconciliation ne peut pas se faire avec un fusil sur la tempe. Le premier ministre de la Colombie-Britannique, John Horgan, a dit croire qu'une « initiative positive de réconciliation » est possible, mais les actions du gouvernement et de la GRC contredisent ce sentiment.

Nous remercions les Wet'suwet'en qui résistent pour nous tous et qui gardent la terre depuis des millénaires.

Association des enseignants du Victoria métropolitain (GVTA)

La GVTA affirme le droit des Wet'suwet'en de déterminer leur propre processus de gouvernance et d'exercer leur souveraineté sur leur territoire traditionnel non cédé. Nous demandons au premier ministre John Horgan de rencontrer les chefs héréditaires et à la GRC de se retirer immédiatement du territoire Wet'suwet'en.

La GVTA appuie ceux qui manifestent pacifiquement afin de défendre les Wet'suwet'en et dénonce l'action de la police contre ces manifestants.

(Photo: Climate 604)



La proposition de remplacer les trains bloqués par des camions: une tentative de mobiliser les camionneurs dans la négation des droits des autochtones - la réponse est Non!

- Normand Chouinard -

Un article de Radio-Canada rapporte qu'il y a en ce moment des pourparlers entre le ministère du Transport du Québec (MTQ) et l'Association du camionnage du Québec (ACQ), qui représente la majorité des grandes entreprises de transport de la province. Ces échanges sont liés aux blocus ferroviaires qui sont organisés en appui à la nation Wet'suwet'en. Le MTQ fait valoir le besoin immédiat de transporter les marchandises dites essentielles et veut utiliser les camionneurs pour briser l'impact des blocus.

Selon l'article, les pourparlers en question portent sur des questions de logistique et de disponibilités des camions et des chauffeurs. Il cite le président de l'ACQ, Marc Cadieux : « J'ai eu des échanges avec certains transporteurs et oui, on me confirme qu'il y a eu des demandes et qu'il y en aura d'autres. Il y a des coûts associés à la réorganisation de la logistique du transport. Ça nécessite des mouvements inhabituels. Il y aura sûrement des augmentations de coûts. »

Le MTQ a soulevé la question du transport du propane d'une manière hystérique et a demandé aux transporteurs s'ils disposent de camions et d'équipements qui conviennent et d'assez de conducteurs qui peuvent faire les voyages de longue distance au Québec, en Ontario et même aux États-Unis.

Cette demande du ministère du Transport à l'Association du camionnage du Québec a soulevé de la discussion parmi les camionneurs qui demandent eux aussi à déterminer le cours de leur vie, comme le font les Wet'suwet'en. Le MTQ et l'ACQ considèrent les milliers de camionneurs oeuvrant au Québec comme un simple moyen de production disponible aux moindres soubresauts des monopoles en toutes conditions et circonstances, toujours prêts à bondir quand ils sont appelés. Beaucoup de camionneurs disent un instant s'il vous plaît, nous avons des droits nous aussi. Nous avons le droit de conscience, le droit de penser et de décider par nous-mêmes une ligne de marche, de nous prononcer sur les enjeux et de donner ou non notre consentement.

À aucun moment, il ne vient à l'idée des autorités gouvernementales et de l'oligarchie financière que les camionneurs pourraient bien appuyer la cause des Wet'suwet'en dans la lutte pour leurs droits et dire non ! à cette requête. Les travailleurs ont une cause commune avec les peuples autochtones et la responsabilité sociale de demander que la situation soit résolue sur la base de la reconnaissance des droits et de la souveraineté des Wet'suwet'en.

Le MTQ et l'ACQ ont eux-mêmes toujours collaboré pour briser les normes et les réglementations qui favorisaient les camionneurs. L'ACQ, en tant que représentante des grandes entreprises de transport, s'est constamment opposée à la création d'une organisation indépendante qui représenterait les intérêts des camionneurs. Maintenant, les cercles dirigeants veulent que les camionneurs collaborent pour garantir le transport de biens bloqués par les blocus et de cette façon miner la cause des peuples autochtones pour la justice et de nouvelles relations anticoloniales de nation à nation. De plus en plus de travailleurs s'opposent à cette capitulation à l'élite dirigeante. Ils s'expriment dans leurs endroits de travail et sur les médias sociaux. Plusieurs trouvent méprisable la demande du gouvernement à l'industrie du camionnage de venir à la rescousse de l'oligarchie financière dans sa lutte contre les Wet'suwet'en.

Les camionneurs sont insatisfaits depuis longtemps de leurs conditions de travail et ils mènent leur

propre lutte à la défense de leurs droits, en particulier depuis la déréglementation de l'industrie à partir des années 1990. Beaucoup de camionneurs vont même jusqu'à dire qu'eux-mêmes devraient bloquer les routes en soutien aux Wet'suwet'en et pour montrer la force des camionneurs dans l'économie.

De nombreux camionneurs considèrent comme insultante la demande du MTQ et de l'ACQ, une atteinte à leur dignité commise sans leur consentement, comme le passage du pipeline sur le territoire Wet'suwet'en est aussi imposé sans le consentement de ces derniers. Cette situation renforce leur détermination à bâtir leur propre organisation qui défend leurs intérêts en tant que collectif de camionneurs et les rend capables de prendre la parole en leur propre nom au lieu de laisser d'autres parler en leur nom.



Les camionneurs disent non aux demandes de l'ACQ et du MTQ dans leurs conversations et sur les médias sociaux. Ils envoient un clair message de « non-consentement » au ministre du Transport canadien Marc Garneau et au ministre du Transport québécois François Bonnardel ainsi qu'au président de l'Association du camionnage du Québec. Ils leur disent qu'ils ne veulent pas offrir leur capacité de travailler pour faire perdurer le déni des droits des Wet'suwet'en et l'utilisation de la violence coloniale de l'État contre les peuples autochtones et leurs sympathisants et contre les travailleurs comme ceux de la raffinerie Co-op de FCL à Regina.

Le refus de l'élite dirigeante de mettre fin à l'ordre colonial canadien nous affecte tous. Nous devons nous saisir de cette occasion pour exprimer notre solidarité à tous ceux et celles qui luttent pour leurs droits au Canada et par le fait même démontrer notre détermination à le faire pour nous-mêmes.



Le gouvernement du Québec annonce une «grande alliance» avec les Cris tout en demandant l'intervention policière contre les barrages

En grandes pompes, et pendant même qu'il appelait à une intervention policière pour démanteler les barrages établis à travers le Canada en appui aux Wet'suwet'en, le gouvernement du Québec a annoncé une « grande alliance » avec le grand chef des Cris Abel Bosum. L'accord de principe comprend, entre autres, le prolongement du chemin de fer au nord de Matagami (environ 200 km au sud de la baie James) à Whapmogoostui, sur la côte est de la baie d'Hudson, où sera construit un port en eau profonde, l'électrification de projets industriels, la formation de la main-d'oeuvre locale et des projets miniers pour des minéraux stratégiques tels que le lithium et le vanadium. Le premier ministre François Legault a déclaré que le partenariat « gagnant-gagnant » permettra aux deux nations - la nation crie et la nation québécoise - de croître et qu'il espère que la Grande Alliance servira de modèle pour d'autres communautés autochtones.

Ironiquement, cette annonce survient à un moment où certains membres de la communauté crie, comme Paul Dixon, de Waswanipi, au nord de Val-d'Or, et directeur de la Cree Trappers

Association, ont récemment dénoncé la disparition du caribou et d'autres animaux, pour lesquels il blâme la coupe à blanc de l'épinette noire et l'exploitation minière dans cette région. Il a nommé une entreprise en particulier, Canadian Malartic. Il a déclaré que le projet hydroélectrique de la Baie James des années 1970 a eu un impact social et économique énorme sur la nation crie et que des générations de trappeurs cris n'ont jamais voulu que leur chasse s'arrête ou que leurs pièges soient brisés. Il a dit que la plupart des familles et des membres de la communauté s'opposent à l'exploitation par les industries minières et que, pour lui, la destruction de l'environnement naturel de la nation crie est un crime.

Quant au projet de la baie James, l'élite politique oublie commodément que les travaux sur le « projet du siècle » ont été annoncés et ont effectivement commencé sans même mentionner les Cris ou les Inuits qui seraient directement touchés ainsi que leurs terres ancestrales sur lesquelles le projet était construit. Les Premières Nations ont dû se défendre devant les tribunaux pour forcer les élites politiques et économiques de l'époque à au moins se rendre compte qu'elles n'avaient même pas consulté ceux qui vivaient sur ces terres.

Quant aux appels de Legault pour résoudre ce qu'on appelle la « crise ferroviaire », il prétend qu'il a une pensée pour ceux qui perdent ou vont perdre leur emploi et que, bien qu'il soit important d'écouter les nations autochtones, « il faut aussi écouter les Québécois et les Canadiens qui souffrent en ce moment ». Les déclarations effrontées du premier ministre, notamment son insensibilité envers les demandes des travailleurs du secteur public et les efforts ouverts du gouvernement du Québec pour abaisser leurs conditions de travail ainsi que la situation honteuse en santé et en éducation au Québec, sont des indications claires qu'ils n'ont que faire des souffrances des travailleurs canadiens et québécois. Si ces élites politiques et économiques veulent vraiment que Trudeau « résolve la crise », elles doivent insister pour que la GRC et Coastal GasLink se retirent des territoires Wet'suwet'en et que les droits des Wet'suwet'en ainsi que les lois nationales et internationales soient respectées.

Ces tentatives de diviser le peuple sur la base du sophisme ne doivent pas réussir. Les lignes sont clairement tracées : soit que nous ouvrons la voie au progrès, soit que nous défendons le statu quo colonialiste. Soyons du côté des Wet'suwet'en !



Au blocus de Kahnawà:ke



Le 21 février, des représentants du Centre ouvrier du PCC(M-L) sont allés à Kahnawà :ke pour appuyer le peuple mohawk qui tient une barricade sur le chemin de fer de la ligne de train de Candiac, sur la Rive-Sud de Montréal. Cette barricade est maintenue depuis que la GRC s'est introduite sur le territoire des Wet'suwet'en pour démanteler leur campement, par lequel ils refusaient l'accès à leur terre à la compagnie Coastal GasLink qui veut y faire passer un pipeline. Ils ont offert de la nourriture en guise de cadeaux aux personnes présentes ainsi que le numéro du 15 février du *Marxiste-Léniniste* qui traite abondamment de la question. Une discussion politique pleine d'esprit a eu lieu avec la communauté mohawk à la barricade. Les camarades du Centre ouvrier ont clairement énoncé que les travailleurs et le peuple du Québec et du Canada se tiennent fermement aux côtés des peuples autochtones et veulent également mettre fin à l'ordre colonial canadien ; qu'ils rejettent le fait que Justin Trudeau et le premier ministre du Québec François Legault parlent en leur nom ; que les institutions britanniques nous ont été imposées pour faire en sorte que les décisions sont prises sans le consentement des peuples et des nations qui composent le Canada.

Les représentants du Centre ouvrier ont dit que, par-dessus tout, ces mêmes institutions bloquent toute forme de relations fraternelles entre le peuple du Québec et les peuples autochtones. Ces propos ont été très bien accueillis, compte tenu surtout du fait que diverses forces qui se qualifient de nationalistes réclament une intervention policière pour mettre fin aux barricades. Au contraire, la discussion a démontré le besoin et l'importance de nouvelles relations humaines qui vont créer une situation dans laquelle la reconnaissance et l'affirmation des droits de tous et de toutes deviennent l'élément essentiel à la résolution des problèmes auxquels nous sommes confrontés et nous mènent au renouvellement des arrangements constitutionnels.



(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

PDF

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*

Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca